



Avignon, le 6 avril 2021,

Monsieur le Président du CTL de Vaucluse,

Aujourd'hui 6 avril, soit deux semaines après le 22 mars, après pouvoir enfin vous souhaiter la bienvenue dans notre département par écran interposé, nous ne pouvions pas ouvrir ce CTL sans évoquer la dernière infamie de notre Ministère.

Après avoir s'être attaqué à tout ce qui touche aux carrières des agents de la DGFIP (rémunération, carrière, droits...etc...), il s'attaque au dernier symbole de solidarité entre l'État et ses fonctionnaires. Voilà comment le parc immobilier de l'EPAF va être sacrifié au profit de promoteurs et d'entrepreneurs, qui tels des vautours, n'ont de cesse de tourner autour des dernières reliques de notre Action Sociale. Des vautours qui évidemment ne proposeront que le prix le plus bas, au nom de la crise, et un Etat qui acquiescera, au nom de la libre concurrence...

Les 180 agents ou salariés de l'EPAF sacrifiés ne comptent pas ; les familles les moins aisées se passeront donc de vacances dans des endroits souvent inaccessibles financièrement pour elles. Et que dire des retraités ?

Le lien social est tranché dans une période où son absence se fera le plus sentir. C'est un pan essentiel de notre Action Sociale dont nous pouvons être fiers au Ministère qui va disparaître, c'est la mort annoncée du tourisme social.

C'est une honte !

Pour Solidaires Finances Publiques, d'autres choix que ceux envisagés sont possibles et nous sommes prêts à en discuter, mais nous refusons de brader l'Action Sociale pour laquelle nous nous sommes battus.

Au demeurant, ce nouveau coup bas ne devrait pas nous surprendre. Il illustre la totale hypocrisie du pouvoir en place qui, il y a un plus d'un an, avait appelé par la voix du Président de la République à la mobilisation générale.

Nous avons alors tous compris qu'un moratoire des réformes en cours allait être décrété et qu'une vraie réflexion sur notre avenir allait être engagée.

L'espoir fait vivre, mais que peut-il faire face au programme de destruction massive que l'Administration continue d'appliquer aveuglément ?

Aucune erreur, aucun mea culpa, aucune remise en cause. Pas de doute, l'Administration reste bien le bras armé de l'État. Elle parvient même à être plus aveugle que le Président de la République, qui, le 31 mars dernier, a dû se résoudre à faire machine arrière face à l'aggravation de la crise sanitaire.

Pas de ça à la DGFIP ! Notre administration continue sa mue vers un service commercial 3.0 : de grandes plateformes, des ordinateurs équipés de casques pour la téléphonie, des employés formés tels des VRP, et l'intelligence artificielle comme seule boussole !

L'actualité du moment montre à la fois l'ironie et la bêtise crasse de cette évolution. Au moment où les employés sous-payés et surexploités d'un site marchand en ligne bien connu votent aux USA pour former un syndicat, l'État français, lui, rogne les droits syndicaux et sociaux...

Au nom de quoi ? Depuis quand la DGFIP a des produits à vendre ? Le respect de la justice fiscale est-il devenu marchandisable ?

Oh bien sûr, en France, on ne supprime pas les syndicats, mais en revanche, le dialogue social est attaqué de toute part et est devenu un dialogue de sourd, quand il ne tourne pas au monologue.

Comment pourrait-il en être autrement puisque nous, représentants du personnel, nous nous inquiétons de l'avenir de tous les agents que nous représentons, quand vous ne vous inquiétez que de votre avenir personnel ? Et quand nous écrivons « vous », il ne s'agit pas d'une attaque personnelle mais d'une attaque sur cette fracture qui s'est créée entre « les premiers de corvée » et les « premiers de cordée ».

Les valeurs qui sont les nôtres nous obligent à nous battre pour la solidarité, le collectif de travail, le service public égal pour tous.

Les valeurs du pouvoir en place sont toutes autres, elles s'appellent rentabilité et concurrence entre personnels, en plus d'une individualité exacerbée. Mais une individualité avec les doigts sur la couture du pantalon, qui ne supportera aucune critique.

Notre administration implose sous nos yeux. Les agents n'en peuvent plus et cherchent toutes les échappatoires possibles quand ils le peuvent, où bien se replient sur eux-mêmes. La méfiance est partout. Une situation aggravée par la crise actuelle et qui pèse lourdement sur nos psychismes. Tous nos spécialistes en psychiatrie tirent la sonnette d'alarme mais l'Administration n'apporte comme réponse qu'un numéro de plateforme téléphonique et ne parle que de télétravail...

Comment pouvez-vous encore penser à vos carrières dans une telle situation ? Comment l'Administration peut encore croire que la précarisation de nos missions représente un avenir enviable et désirable ? Vous devriez avoir honte !

« Show must go on » et « business as usuel », ces maximes du nouveau monde ont supplanté celles de l'ancien monde fondées, paraît-il, sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

C'est ainsi que vous allez dérouler vos réformes déjà actées au fil des CTL à venir, que nous allons continuer à écouter votre monologue rempli de satisfecit, que vous allez faire semblant de vous intéresser, plus ou moins poliment, à nos remarques, que vous allez continuer, de manière plus ou moins théâtrale à vous offusquer de nos « attaques ».

Le pire, c'est que nous allons continuer à croire en nos valeurs et à venir vous apporter la contradiction et souligner la dangerosité de vos décisions, car contrairement à l'Administration, nous n'avons pas abandonné nos valeurs, et malgré le Mistral qui peut souffler violemment sur notre département, nous ne nous transformerons pas en girouettes !

Solidaires Finances Publiques continuera son combat et portera partout ses revendications et ses propositions pour une DGFIP vraiment tournée vers le progrès social pour les agents qui l'animent et garante d'une véritable justice fiscale.

A ce sujet, Solidaires Finances Publique rappelle son attachement à un accueil de qualité qui ne se réduit pas aux seuls canaux dématérialisés.

Le maintien d'un accueil physique de qualité, technique et professionnel doit conserver toute son importance dans un monde qui se déshumanise. Un monde que l'État abandonne de plus en plus. La littérature sur ce sujet est pourtant abondante, soulignant les dangers d'une archipelisation de la société. L'État en tiendra-t-il compte un jour ?

Solidaires Finances Publique continuera à revendiquer l'importance primordiale de notre administration dans l'organisation de l'État et saura rappeler à nos ministres de tutelles leurs belles paroles quant à notre efficacité durant cette crise. Les agents attendent depuis trop longtemps une vraie reconnaissance de leur engagement sans faille auprès de nos concitoyens.

Enfin, Solidaires Finances Publique continuera à se battre pour le Service public qui doit rester l'un des piliers majeurs de notre République.

Un pilier qui, très vite, redeviendra primordial pour reconstruire une société soudée pour faire face aux défis qui s'annoncent, nous en faisons le pari !